

CHAPITRE VIII.—AGRICULTURE.

L'agriculture, en y comprenant ses dérivés, tels que l'élevage et l'horticulture, est la principale industrie du peuple canadien; en 1921, elle employait 32·8 p.c. de la population active totale, ou 38·16 p.c. ou près des deux cinquièmes de la population active masculine. En outre, elle fournit la matière première de maintes manufactures canadiennes et ses produits représentent une proportion très considérable de nos exportations. Pour détails sur terres occupées et terres arables disponibles, voir page 38 du présent volume.

Ce chapitre contient un résumé des activités gouvernementales destinées à favoriser l'agriculture, avec un coup d'œil sur les fermes et stations expérimentales, tant fédérales que provinciales. Ordinairement vient la statistique agricole proprement dite, embrassant la richesse agricole et les revenus qui en découlent, les récoltes, le cheptel et la basse-cour, les animaux à fourrure élevés en captivité, l'industrie laitière, les fruits, quelques cultures spéciales, les salaires et gages de la main-d'œuvre agricole, la mercoriale et différents autres sujets; enfin, puisque les produits agricoles du Canada se vendent dans toutes les parties du monde, le chapitre se termine par un résumé statistique sur l'agriculture dans l'univers, compilé dans les publications de l'Institut International d'Agriculture. Dans la présente édition, toutefois, comme les statistiques peuvent différer des données obtenues lors du recensement décennal de 1931 et qu'il était impossible d'en faire la comparaison lors de la préparation de ce chapitre, puisque nous ne les possédions pas encore, toutes les statistiques relatives à l'agriculture sont renvoyées à l'Appendice III, à la fin de ce volume.

L'Annuaire de 1924 a donné, pages 191-196, une intéressante étude sur ce sujet, œuvre du Dr J. H. Grisdale, sous-ministre de l'Agriculture, à Ottawa. Le lecteur y est renvoyé.

Section 1.—Le gouvernement et l'agriculture.

L'article 95 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord stipule que "dans chaque province, la législature peut légiférer en matière d'agriculture"; plus loin, on trouve aussi que "le Parlement du Canada peut, de temps en temps, faire des lois concernant l'agriculture dans les provinces ou certaines d'entre elles; et toute loi provinciale de cette nature . . . produira ses effets dans cette province en autant qu'elle ne sera pas inconciliable avec une loi fédérale."

C'est en vertu de ces dispositions qu'existent aujourd'hui des ministères de l'Agriculture dans toutes les provinces, aussi bien qu'au sein du gouvernement fédéral; dans la plupart des provinces le ministre chargé de l'Agriculture détient un ou plusieurs autres portefeuilles. Voici un bref résumé des attributions de ces différents départements.

Sous-section 1.—Ministère fédéral de l'Agriculture.

Le ministère fédéral de l'Agriculture fut créé par une loi de l'année 1868 (31 Vict., chap. 53); il possédait à l'origine de nombreuses attributions, dont la plupart auraient dû lui être étrangères, savoir: (1) l'agriculture, (2) l'immigration et l'émigration; (3) l'hygiène publique et la quarantaine; (4) l'hôpital de la marine et des immigrants de Québec; (5) les arts et manufactures; (6) le recensement et la statistique; (7) les brevets d'invention; (8) les droits d'auteur; (9) les dessins industriels et les marques de commerce.